

Publié le 18 Octobre 2018 - Mis à jour le 18 Octobre 2018

Guépier

Après la nouvelle perquisition, l'affaire Khashoggi n'en finit plus d'embarrasser ses différents acteurs



Depuis la disparition du journaliste saoudien Jamal Khashoggi entré au Consulat d'Arabie saoudite d'Istanbul le 2 octobre à 13 h 14 et jamais réapparu, les spéculations vont bon train. L'enquête est en cours mais ne pourra déboucher que si les autorités saoudiennes le décident.



Avec [Alain Rodier](#)
[Voir la bio en entier](#)

Il est utile de rappeler le parcours de ce journaliste atypique pour comprendre ce qui peut avoir conduit à ce drame présumé.

Né en 1958 à Médine dans une grande et riche famille saoudienne, il sort diplômé de l'Université d'État d'Indiana (États-Unis) en 1982. Il travaille alors pour différents journaux saoudiens et gravit rapidement les échelons. Parallèlement, il aurait adhéré aux thèses de la confrérie des Frères musulmans qui était alors très influente dans le Royaume après avoir été chassée d'Égypte par le président Nasser dans les années 1960. C'est elle qui aurait introduit en Arabie saoudite le salafisme comme outil politique car les wahabites n'étaient au départ que des idéologues ne s'occupant que du domaine religieux.

Khashoggi aurait aussi été recruté par le prince Turki bin Faisal Al Saoud (connu sous le nom de Turki Al-Fayçal), le puissant chef des services secrets saoudiens, le Al Mukhabarat Al'Ahmmah. Pour lui, il aurait alors mené de nombreuses missions en Afghanistan, au Soudan, en Algérie, etc. en utilisant son métier de journaliste comme

couverture. Il a d'ailleurs rencontré à plusieurs reprises Oussama Ben Laden en Afghanistan et au Soudan. Pour mémoire, Oussama Ben Laden était "traité" par les services secrets saoudiens en coopération avec l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanais depuis le début des années 1980 pour acheminer des combattants étrangers pour mener le djihad contre les Soviétiques en Afghanistan via le "bureau des services" (Maktab al-Khadam?t, MAK) d'Abdullah Azzam, un religieux palestinien membre des Frère musulmans.

Quand Turki Al-Faycal quitte son poste de chef des services secrets saoudiens le 1er septembre 2001 dix jours avant les attentats déclenchés par Al-Qaida aux États-Unis, Khashoggi suit son mentor - officiellement comme attaché de presse - en Grande-Bretagne où ce dernier est affecté comme ambassadeur de 2003 à 2005 puis à Washington lorsqu'il occupe brièvement la fonction de chef de mission diplomatique aux États-Unis de 2005 à 2006. Khashoggi gardera toujours une grande admiration pour ce prince.

Al-Faycal alors retiré de la vie politique, Khashoggi continue son métier de journaliste en Arabie saoudite. En 2011, ses écrits sont très favorables aux "printemps arabes" (en Tunisie, en Libye et en Égypte) au minimum encouragés par les Frères musulmans. Or ces derniers ne sont plus les bienvenus dans le Royaume depuis 1991 en raison de leur opposition à l'intervention occidentale dans la guerre du Koweït (la présence de "forces impies" en terre d'islam les insupporte.)

Mais il faut attendre décembre 2016 pour que Khashoggi soit interdit d'exercer pour - officiellement - avoir osé critiquer la candidature de Donald Trump à la présidentielle... Ne se sentant plus en sécurité en Arabie saoudite et peut-être prévenu de la grande purge qui surviendra en décembre 2017 à l'initiative de Mohammed Ben Salmane (MBS), prince héritier et nouvel homme fort du Royaume, il quitte le pays en septembre 2017 et se réfugie aux États-Unis où il devient chroniqueur pour le Washington Post.

Techniquement parlant, il y a peu de doutes que Khashoggi (dont l'oncle Adnan, célèbre marchand d'armes déjà bien connu à Langley,) qui a effectué une partie de ses études aux États-Unis et qui y a séjourné régulièrement (il a acquis un appartement à Washington lors de son séjour en 2005 avec le prince Turki) n'ait pas "intéressé" la CIA pour ses connaissances sur le Proche et le Moyen-Orient. Faire l'impasse sur ce genre de personnage aurait été une erreur majeure que la communauté du renseignement américaine ne peut avoir commise.

Attitude changeante du président Trump (à son habitude, le temps que ses conseillers l'informent)

Après avoir menacé le Royaume d'une "sévère punition" si le meurtre de Khashoggi était avéré, le président Trump a adopté un nouveau discours mettant en avant l'hypothèse que des "tueurs isolés" auraient pu être derrière cette opération. Il se dit convaincu par les arguments du roi Salmane ben Abdelaziz qui lui a assuré, au cours d'un entretien téléphonique, qu'il n'était pas au courant. Mike Pompeo, le secrétaire d'État et ancien patron de la CIA a tout de même été envoyé sans retard à Riyad pour rencontrer le souverain mais aussi son successeur désigné, le prince MBS (que le président Trump avait aussi contacté) avec lequel ils a échangé moult amabilités : "Nous sommes des alliés [...] nous faisons face ensemble aux défis, que ce soit dans le passé, aujourd'hui ou demain" a déclaré MBS lors de cette rencontre ... Trump a affirmé par la suite : "je ne couvre pas du tout [les Saoudiens] je veux juste savoir ce qui se passe" mais en rappelant tous les intérêts vitaux qui lient les deux pays. Pour faire bonne figure, Mike Pompeo est ensuite passé en Turquie et a confirmé la nouvelle ère d'amitié qui s'ouvriraient entre les deux pays.

Il semble que Trump ne tienne pas à ce que la situation dégénère au moment où l'Arabie saoudite est sa pièce maîtresse dans son désir de mettre l'Iran (et la Russie) à genoux. De plus une brouille serait contraire aux intérêts politico-économiques poursuivis par Washington.

Sur le plan financier, un contrat de 110 milliards de dollars a été signé entre les deux pays. Il faudrait qu'il soit finalisé ce qui n'est jamais une évidence avec Riyad !

Même si les importations américaines en pétrole brut saoudien ont diminué, l'Arabie saoudite reste le deuxième fournisseur - derrière le Canada - avec une moyenne de 876 000 barils/jour (sur les 7,9 millions de barils/jour importés). Certes les États-Unis ont les ressources nécessaires pour leurs approvisionnements propres mais ils ne veulent pas les entamer en prévision des années à venir, ce qui est fort compréhensible.

On devrait en savoir un peu plus ce jours car Steven Mnuchin, le secrétaire au Trésor doit dire s'il va participer à une conférence économique organisée à Riyad et déjà boycottée par de nombreux pays.

Les Turcs embarrassés

La presse turque pour sa part affirme que Khashoggi a été assassiné au consulat général - puis démembré par Salah al-Tubaigy, un médecin légiste venu spécialement d'Arabie saoudite pour l'occasion - de manière à faire disparaître le cadavre. La question des sources de ces articles se pose. Est-ce que ce sont de pures affabulations ou des fuites organisée par le pouvoir turc pour faire pression sur Riyad ?

Une perquisition policière exceptionnelle (dans un lieu diplomatique étranger bénéficiant de l'extraterritorialité) a eu lieu pendant neuf heures le 15 octobre dans le consulat général. Il semble qu'aucune preuve tangible n'ait été recueillie (ce qui aurait été étonnant, le ménage ayant du être bien fait) mais des murs auraient été fraîchement repeints mais une source - encore non identifiée - au sein de la police aurait déclaré détenir quelques indices... Une autre perquisition a ensuite eu lieu le 17 octobre à la résidence du consul général, Mohammad al-Otaibi, qui avait rejoint le royaume le 15.

Les services secrets turcs auraient en leur possession des enregistrements sonores et des vidéos prouvant le crime. Si c'est vrai, cela supposerait que les bâtiments diplomatiques saoudiens ont été piégés préalablement par des spécialistes turcs ce qui, bien sûr, ne peut en aucun cas être admis officiellement (et encore moins publiquement) car cela va à l'encontre de toutes les lois internationales. Cela signifierait aussi que d'autres représentations diplomatiques sont piégées...

Toutefois, il n'est pas de l'intérêt du président Erdo?an de se mettre à dos le Royaume, grand fournisseur d'espèces sonnantes et trébuchantes dont la Turquie a bien besoin en cette période d'austérité.

Le « grand guignol » d'Istanbul

Il n'en reste pas moins que tous les connaisseurs du monde diplomatique ne sont pas dupes. Jamal Khashoggi était passé une première fois au consulat général d'Arabie saoudite à Istanbul pour demander des papiers officiels pour son futur mariage avec une citoyenne turque prénommée Cengiz. Il lui avait été répondu qu'il devait repasser (ce qui administrativement n'a rien d'étonnant) pour finaliser ses démarches en obtenant un certificat prouvant qu'il n'était plus marié dans son pays (suite à une procédure de divorce.)

Entre-temps, deux jets privés auraient convoyé quinze Saoudiens (dont le médecin légiste cité précédemment et quatre membres supposés de la garde royale dont l'un a été photographié en présence de MBS lors de visites à l'étranger et plus particulièrement en France) qui se seraient rendus pour la journée du 2 octobre au consulat général. Ils sont repartis le soir même. Nul ne sait ce qu'ils ont fait mais le pire est à craindre. Le Washington Post a reçu de source turque les photocopies de neuf cartes d'identité de ces "touristes présumés"...

Il est peu probable que le consul général (qui, dans la hiérarchie diplomatique, se situe juste derrière l'ambassadeur en poste à Ankara) n'ait pas été informé de tous ces mouvements pour le moins étranges au sein de sa représentation - relativement modeste en taille à Istanbul -. Et que fait un consul général dans ce cas là ? Il rend compte directement à ses autorités à Riyad et met au moins "en info" le chef de la mission diplomatique : l'ambassadeur en poste à Ankara.

Le journal progouvernemental turc Yeni ?afak et le site en ligne Middle East Eye se basant sur les fameux enregistrements supposés avancent des détails grand guignolesques : Khashoggi aurait été torturé, les doigts coupés puis décapité avant d'être débité en sept minutes par le médecin légiste. La voix du consul général s'inquiétant pour sa propre sécurité aurait été entendue... Pour l'instant, rien ne vient corroborer des écrits (le problème des sources évoqué plus avant.)

Cet épisode va s'ajouter à la longue liste des affaires scabreuses qui se sont déroulées par le passé dans la ville mythique d'Istanbul, rendez-vous mondial de tous les espions de la planète.

Les suites sont aujourd'hui imprévisibles car si Riyad veut se couvrir, il va falloir désavouer publiquement nombre

de responsables dont le consul général d'Istanbul, l'ambassadeur en poste à Ankara et leur hiérarchie sans compter les quinze opérationnels ainsi que leurs chefs directs... Même MBS risque de voir son brillant avenir compromis à moins que Trump ne le soutienne contre vents et marées. Pour Washington, Ankara et Riyad, cela ne s'appelle pas la "présomption d'innocence" (d'ailleurs non appliquée avec la Russie dans l'affaire Skripal et avec l'Iran dans celle de la tentative d'attentat contre un rassemblement d'opposants à Villepinte) mais la "raison d'État".